



CAHEN (Michel) (dir.)
« *Des protestantismes
en "lusophonie catholique"* »
LUSOTOPIE 1998
Talence-Paris, CEAN-MPI/Karthala,
1998, 637 pages.

Le dossier de la volumineuse livraison annuelle de *Lusotopie* est consacré aux protestantismes dans le monde lusophone. Si, comme le Portugal, la plupart des pays et des sociétés lusophones ont longtemps vécu sous l'emprise catholique, tous semblent aujourd'hui affectés par des évolutions qui vont dans le sens de la diversification et de la pluralisation du champ religieux. Les groupes protestants, en pleine expansion, sortent ainsi de la situation marginale dans laquelle ils ont longtemps été confinés.

Le grand intérêt de la première partie du dossier est, à partir de ces évolutions récentes, de discuter, de façon critique, de la pertinence de notions telles que marge, minorité religieuse ou même protestantisme. L'éventuelle spécificité religieuse lusophone est également questionnée. La seconde partie propose, dans une perspective essentiellement historique, une succession d'articles centrés sur des situations nationales. Y sont retracés les premiers pas des missions protestantes ou des évolutions religieuses plus globales, mettant en valeur la variété des trajectoires du protestantisme, au Portugal et dans certaines de ses anciennes colonies (dont le Mozambique, l'Angola et Sao Tomé en ce qui concerne l'Afrique).

Le lecteur non lusophone, mais qui peut être intéressé par les pays traités, par le thème du dossier, ou encore par les deux, regrettera seulement de ne pas pouvoir profiter de toute la richesse de ces travaux, à moins de suivre une formation accélérée en portugais – un tiers des articles étant rédigé dans cette langue. On lui annonce la suite du dossier (sur la situation présente, les effets sociaux et politiques de la pluralité) dans le prochain numéro (volume 1999). Seize contributions sont prévues, dont douze en portugais...

Cédric Mayrargue

CHABAL (Patrick)
DALOZ (Jean-Pascal)
*Africa Works. Disorder as political
instrument*
Oxford & Indianapolis,
James Currey/Indiana University Press,
1999, 192 pages.

(Traduit en français sous le titre *L'Afrique
est partie! Du désordre comme instrument
politique*, Paris, Economica, 1999,
196 pages.)

Confrontant des observations portant sur des pays très divers, les auteurs cherchent à saisir la logique sociale qui sous-tend les évolutions politiques en Afrique noire. L'Afrique, montrent-ils, fonctionne à l'informel, c'est-à-dire sur un mode faiblement institutionnalisé et non réglé par la loi. Le « désordre » qui en résulte n'est cependant qu'apparent. Ce que l'on observe, c'est une « instrumentalisation » de ce désordre. Il ne s'agit pas d'adaptations opportunistes, bricolées au coup par coup, à des situations non maîtrisées, mais de la manifestation d'une logique sociale – que la notion de « patrimonialisme » permet de définir – reposant sur « le recours spontané et rationnel aux ressources d'un environnement culturel profondément enraciné » (p. 132). Les élites (et les larges réseaux sociaux que forment leurs clientèles) trouvant leur intérêt dans « l'état de confusion, d'incertitude, parfois de chaos, qui caractérise le plus souvent les régimes politiques africains » (p. XVIII), il faut envisager que l'informalisation du politique et de l'État forme dans cette région du monde « un trait constitutif de l'ordre socio-politique pour l'avenir prévisible » (p. 14) et que, dès lors, ni le « développement », ni la démocratisation, ni la mise en place d'une forme d'État de droit n'y soient à l'ordre du jour. Si leurs analyses sont souvent convaincantes, la problématique générale des auteurs appelle des objections fondamentales. Chabal et Daloz sont soucieux d'établir que la voie de « la modernité sans le développement » empruntée par l'Afrique est aussi « rationnelle » que celle suivie en

Occident. Les comportements des acteurs africains seraient rationnels parce qu'adaptés à la poursuite des fins qu'ils se donnent, et effectués dans un contexte historique déterminé. Même si l'on réduit ainsi la notion de rationalité à sa dimension purement instrumentale, cette proposition fait problème. Prenons l'exemple de feu le président Mobutu. En quoi le comportement d'un tel chef d'État – qui a fait preuve d'une particulière intelligence et habileté politiques – peut-il être défini comme rationnel ?

Comme celui du peuple zairois contraint à la « débrouille », le génie de Mobutu fut tout entier – le déclin de son régime ayant été entamé fort tôt – dans l'art de la survie. Pendant trente ans de règne, Mobutu a témoigné d'une extraordinaire capacité à rebondir, à renaître comme le phénix de ses cendres, en sortant à chaque fois, devant chaque mortelle menace qui surgissait, une nouvelle carte maîtresse de son jeu, la dernière ayant été, en 1990, celle de l'« ouverture démocratique ». La logique de la survie peut être qualifiée de rationnelle, mais c'est une logique involutive, reposant sur l'exploitation de moins en moins productive de ressources qui se raréfient. Avant qu'une rébellion/invasion ne vienne à bout, sans grand coup férir, d'un système politique et d'une armée en décomposition, Mobutu a dû vivre le déclin progressif de son pouvoir et, suprême humiliation, subir le spectacle d'un peuple ayant perdu à son égard jusqu'au respect et à la crainte. La rationalité des agents sociaux ne se mesure pas seulement à leurs capacités d'adaptation. Elle doit être appréciée aussi en examinant la logique des systèmes d'action qu'ils mettent en place. Comme le système zairois, nombre de systèmes politico-étatiques africains tendent à devenir irrationnels dans la mesure où ils fonctionnent au profit d'un groupe de dirigeants qui, par ses comportements prédateurs et destructeurs, en vient à scier la branche sur laquelle il est assis. À la base des changements politiques de cette dernière décennie, il y a une délégitimation des pouvoirs liée à l'amenuisement de leurs capacités de redistribution. Les auteurs reprennent cette analyse

classique, pour en conclure que le processus de délégitimation reste enfermé dans la logique du patrimonialisme. Les acteurs sociaux africains ne considéreraient comme illégitimes les comportements, même criminels, des autorités qu'à partir du moment où ils se retrouvent exclus de la redistribution clientéliste.

Cela, à nouveau, me paraît trop simple. L'Afrique adhère, sur un mode schizophrénique, à deux systèmes de légitimation. Ainsi, un policier qui rançonne la population mais redistribue généreusement à ses proches sera, aux yeux de beaucoup, à la fois un bon « patron » et un mauvais policier. De plus, Chabal et Daloz sous-estiment les dynamiques que crée la délégitimation du pouvoir politique. Il faudrait évoquer ici des analyses montrant que si la remise en cause du despotisme s'opère dans le creuset d'une « économie morale » qui demeure celle de la « politique du ventre », elle infléchit les orientations concrètes de cette économie morale et travaille à l'invention d'une « culture civique ».

Gauthier de Villers

FREUND (Bill)

Insiders and Outsiders. The Indian Working Class of Durban, 1910-1990
Pietermaritzburg, Londres, University of Natal Press, James Currey, 1995,
133 pages.

Le livre de Bill Freund est l'une des rares études de synthèse sur les communautés indiennes de l'agglomération de Durban, en Afrique du Sud. Les Indiens, urbanisés à plus de 90 %, se concentrent essentiellement dans la province du Natal, notamment dans sa capitale économique, Durban. Ils représentent plus du quart de la population totale de la ville (800 000 personnes pour 3 000 000 d'habitants). L'auteur s'intéresse à la catégorie ouvrière, la plus méconnue et pourtant la plus nombreuse de la communauté indienne. En effet, un grand nombre d'ouvrages sur les



Indiens d'Afrique du Sud portent sur les groupes sociaux influents et favorisés, membres des professions libérales ou commerçants aisés. Ils constituent une minorité numérique à Durban, même s'ils ont longtemps détenu le pouvoir politique et joué le rôle de représentants de l'ensemble des Indiens. Ils se différencient tant socialement que culturellement des autres groupes (car originaires du nord-ouest de l'Inde, musulmans ou hindous, ayant le gujerati comme langue maternelle...).

L'approche retenue par B. Freund met en parallèle l'histoire des Indiens à Durban et le développement de l'agglomération. Les Indiens sont arrivés dans la colonie britannique du Natal à la fin du XIX^e siècle, recrutés en Inde comme travailleurs sous contrat (« *indentured* ») pour servir de main d'œuvre agricole dans les plantations de canne à sucre, alors en plein essor. Ce sont quelque 150 000 Indiens qui s'installent ainsi de 1850 à 1911, dates de début et de fin du recrutement officiel. Ils sont originaires de l'est de l'Inde, embarqués dans les ports de Madras et de Calcutta, hindous ou chrétiens, parlant tamoul ou hindi.

Il décrit ensuite leur urbanisation progressive, une fois affranchis de leurs engagements contractuels vis-à-vis des planteurs. De 1900 à 1930, nombreux sont les Indiens qui s'installent d'abord aux franges de Durban, en raison des disponibilités foncières bon marché. Ils y pratiquent une agriculture périurbaine de maraîchage et ravitaillent les marchés de la ville, alors en pleine expansion. D'autres, progressivement, s'emploient dans des activités de services : domestiques dans les hôtels et les maisons bourgeoises de Durban ou employés de bureau. Avec l'industrialisation grandissante de la ville, concomitante du développement portuaire, de nouveaux secteurs d'activités s'ouvrent également. De nombreux Indiens deviennent alors ouvriers des industries textiles (vêtements et chaussures) ou alimentaires. La proportion de la main d'œuvre indienne du secteur secondaire s'accroît avec l'augmentation de ces activités à Durban, pendant et après la Seconde Guerre mondiale.

Après avoir décrit la vie animée des quartiers indiens de la périphérie et du centre de Durban, le livre montre clairement l'impact de la politique urbaine d'apartheid entre 1950 et 1980. Le Group Areas Act de 1950 instaure la séparation résidentielle entre les quatre groupes définis par la loi. La destruction des quartiers existants et des modes de vie est le résultat de cette ségrégation imposée. Les Indiens sont relogés dans les townships construits dans de lointaines banlieues, notamment Chatsworth au sud et Phoenix au nord. Bill Freund a utilisé de nombreux documents et son ouvrage est une synthèse des recherches faites à Durban sur les communautés indiennes, tant en histoire, qu'en économie ou en sociologie. De plus, il a recueilli de nombreux témoignages oraux qui permettent de donner à son étude une saveur humaine appréciable. Par son titre (littéralement « ceux du dedans », « ceux du dehors »), il analyse bien la dichotomie des communautés indiennes, à la fois partie prenante de l'histoire et de la société sud-africaines, mais cherchant à préserver les caractères et l'héritage qui leur sont propres.

Hélène Mainet

MARYSSE (Stefaan)
REYNTJENS (Filip) (dir.)
L'Afrique des Grands Lacs.
Annuaire 1998-1999

Paris, L'Harmattan, 1999, 436 pages.

Depuis trois ans maintenant, cet annuaire présente des analyses de l'évolution politique et sociale au Rwanda, au Burundi et dans la partie orientale de la RDC. La reprise de la guerre en août 1998 fournit la matière d'une nouvelle série d'études de conjoncture répondant aux critères d'un « journalisme scientifique » dans le meilleur sens du terme : rapide dans sa publication mais adossé à une solide connaissance de la région. Les analyses croisées d'une quinzaine d'auteurs se recoupent parfois (sur les mobiles de

l'engagement du Zimbabwe, par exemple), mais elles ne se contredisent pas et permettent de saisir les multiples enjeux du conflit. Une grande attention est portée à la dimension économique de la guerre. On trouvera ainsi une synthèse des données concernant les intérêts financiers des différents acteurs, internationaux et régionaux. De telles données sont d'habitude dispensées au compte-gouttes dans la presse parce qu'elles ont un aspect occulte et scandaleux et attisent l'intérêt des lecteurs. Mises à plat, ces « révélations » ont tendance à perdre de leur valeur explicative. Stefaan Marysse s'attache de manière convaincante à montrer les limites de la thèse selon laquelle « toute crise politique aiguë menant à des conflits pourrait s'expliquer à partir d'intérêts internationaux occultes qui manipuleraient les nationaux afin d'assouvir leur soif de richesse... ». Le chapitre de F. Reyntjens sur l'évolution politique au Rwanda et au Burundi montre que le genre de la chronique politique mérite mieux que les quelques lignes où il a trouvé refuge dans *L'État du Monde* des éditions La Découverte. Il est vrai que les connaisseurs peuvent se reporter à *The Economist Intelligence Unite* ; mais l'accès, surtout en Afrique, en est plutôt limité...

S'ajoutent, à ces deux textes, la variété de l'ensemble de la livraison et l'intérêt de la plupart des chapitres. Certes, les auteurs n'essayaient pas de bouleverser l'analyse du politique en Afrique en l'abordant par un bout plutôt que par un autre, mais ils font, à coup sûr, œuvre utile.

Patrick Quantin

MAS (Monique)

Paris-Kigali, 1990-1994. Lunettes coloniales, politique du sabre et onction humanitaire pour un génocide en Afrique

Paris, L'Harmattan, 1999, 530 pages.

Le conflit rwandais est décrit sur deux niveaux : une optique purement informative, très détaillée sur l'évolution du conflit au jour le jour,

et une vision critique du rôle qu'a joué la France par un soutien « informel » de ses troupes armées. Il s'agit de passer à la loupe la conduite du président Juvénal Habyarimana, et en particulier les entraves qu'il a posées pour lutter contre l'efficacité du processus de paix d'Arusha jusqu'à sa mort dans l'attentat du 6 avril 1994. Il est aussi question du regain de colonialisme français et du rôle de l'armée française, omniprésente du début du conflit avec l'opération *Noroît* jusqu'à la fin avec l'opération *Turquoise* – protection de civils français et de ressortissants étrangers, mais aussi de certaines institutions rwandaises, formation technique militaire, persistance de coopérants français...

L'ouvrage comporte quatre parties retraçant les cinq années du conflit armé en grands thèmes d'analyse : 1990 : guerre du retour et intervention militaire française ; 1992 : massacres et renfort français ; 1993 : politique à main armée ; 1994 : blocage politique, génocide, retrait de l'Onu et opération *Turquoise*. Ces parties présentent elles-mêmes un découpage chronologique correspondant à des faits marquants ayant eu lieu au sein de quelques jours consécutifs.

L'intérêt du livre est d'étayer l'analyse de l'évolution journalistique du conflit par un grand nombre de traductions de documents confidentiels et publics de qualité, émanant des gouvernements rwandais, français, de l'Onu et des divers acteurs qui ont joué un rôle important dans l'avancée ou, au contraire, la stagnation de la résolution de paix d'Arusha. L'auteur, qui est une journaliste de RFI, s'est livrée à un véritable travail d'investigation en illustrant chacun de ses propos par une recherche approfondie des échos des décisions du gouvernement dans les médias nationaux et internationaux et les institutions décisionnelles locales ou étrangères. Cependant, il convient de noter que la profusion de détails et d'informations tend à rendre quelque peu confuse la vision générale du conflit rwandais pour un lecteur non averti.

Stéphanie Gautriaud



OTAYEK René (dir.)
Dieu dans la cité. Dynamiques religieuses en milieu urbain ouagalais
Talence, CEAN, 1999,
172 pages.

Voici un ouvrage qui propose, en s'appuyant sur des études de terrain menées en totalité ou partiellement dans la capitale du Burkina-Faso, une réflexion au croisement de l'urbain et du religieux (en particulier dans sa variante chrétienne). Ces deux champs ont connu récemment, dans le contexte étudié, des mutations profondes, que l'on retrouve d'ailleurs dans bien d'autres régions africaines. Croissance de la population citadine, mise en place dans les années 80 d'une politique urbaine volontariste, puis concrétisation – problématique – des projets de décentralisation depuis 1993, d'un côté. Diversification religieuse, arrivée en ville de mouvements plutôt implantés jusque-là dans les campagnes, comme les Assemblées de Dieu, de l'autre. D'où l'intérêt de cette confrontation, d'autant plus que ce type de réflexion est, comme le remarque et le regrette justement R. Otayek, « assez embryonnaire », alors même que l'étude du religieux en milieu urbain est un bon révélateur des rapports de pouvoir qui s'y nouent.

Les six études réalisées par des chercheurs burkinabè, français et belges, auxquelles s'ajoute une analyse statistique, sont d'intérêt et de nature variables (étude monographique d'une église, analyse centrée sur un secteur d'intervention des acteurs religieux, etc.). Elles sont regroupées autour de deux problématiques, dont on regrettera juste qu'elles n'aient pas été vraiment mises en relation l'une avec l'autre : l'articulation entre mouvements religieux, politique urbaine, pouvoirs locaux et décentralisation ; la dimension identitaire de ces mobilisations religieuses. On retiendra cependant un certain nombre d'idées fortes qui se dégagent de ces contributions. D'abord, la présence du religieux en milieu urbain ne ressortit pas uniquement aux activités proprement religieuses, mais se manifeste aussi dans les secteurs

sanitaires ou éducatifs et dans les projets de développement. Dans ces domaines, la décentralisation opérée par les institutions religieuses a en quelque sorte anticipé sur la décentralisation politico-administrative. Les organisations religieuses se sont ainsi imposées comme des acteurs essentiels de la gestion urbaine et du développement local.

Si les enjeux religieux de ces activités (prosélytisme, évangélisation) sont facilement identifiables, les implications politiques sont plus difficiles à saisir. Les acteurs religieux locaux interviennent rarement dans la vie politique, bien que P.-J. Laurent relève un changement en profondeur dans la perception de la politique par les élites des Assemblées de Dieu. Les entrepreneurs religieux (M. Diawara), lorsqu'ils ont réussi à grouper de nombreux fidèles, n'en sont pas moins à la tête d'une clientèle, ce qui ne peut laisser les hommes politiques indifférents. Surtout, à une phase où les pouvoirs publics observaient les institutions religieuses suppléer les carences de l'État, sans reconnaître officiellement ou prendre en compte leur rôle, semble succéder une phase de collaboration assumée (R. Monné). Les autorités locales cherchent ouvertement à favoriser les œuvres des structures religieuses, dont il convient, avec R. Otayek, de relever cependant les ambiguïtés : elles reproduisent souvent, au détriment des populations, le modèle hiérarchique qui préside à la mise en œuvre des projets de développement et, sous couvert du principe de « gestion communautaire », acceptent le report sur les populations les plus fragiles du coût du désengagement de l'État de certains secteurs. Enfin, on conclura la lecture de cet intéressant ouvrage avec, dans un autre ordre d'idées, la stimulante analyse de P.-J. Laurent montrant que le succès d'un même mouvement religieux en milieu rural et urbain peut répondre à deux logiques différentes, voire contraires.

Cédric Mayrargue